

Fabrication, fourniture, transports et mise en oeuvre d'enrobés à chaud

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2024-0011

Date limite de remise des plis

07 / 05 / 2024 à 11 heures

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert

(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Conseil départemental de la Nièvre
Service Mobilités
Représentant : Fabien Bazin Monsieur le Président
Adresse :
Hôtel du département
58039 Nevers CEDEX
Téléphone : 03 86 60 67 00
Courriel : marchespublics@nievre.fr
Site internet : <https://nievre.fr>

La personne en charge du dossier est : Armelle PORTEIRON











■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Fabrication, fourniture, transports et mise en oeuvre d'enrobés à chaud**

Le présent marché a pour but la fabrication, la fourniture, le transport et la mise en oeuvre de matériaux hydrocarbonés à chaud sur les routes et dépendance départementales. Il inclut également la réalisation de matériaux bitumineux à froid, d'enduits superficiels d'usure et de retraitement en place de chaussée.

Code CPV	Libellé CPV
44113310-1	Matériaux routiers enrobés
45233120-6	Travaux de construction de routes

■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Fabrication, fourniture, transports et mise en oeuvre d'enrobés à chaud
	Acheteur	Conseil départemental de la Nièvre
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum mono-attributaire de travaux
	Structure	4 lots
	Lieu d'exécution	Les routes et dépendances du département de la Nièvre.
	Durée	1 an - 3 reconductions
	Développement durable	Clause environnementale et sociale
	Pénalités de retard	300 € par jour de retard, 500 € par jour au delà de 10 jours de retard
	Variation des prix	Révisibles (formule), formule 0,15 + 0,85 (TP09m / TP09o)
	Nature des prix	Prix mixtes

■ **Allotissement et structure de la consultation :**

La consultation est décomposée en 4 lots conformément à la carte jointe à la présente consultation :

Type	Objet, délai
Lot 1 NEVERS /DECIZE	<i>Le lot n°1 concerne les routes départementales du secteur géographique NEVERS – DECIZE.</i> 1 an à compter de la notification du contrat
Période initiale	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 1	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 2	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 3	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Lot 2 LA CHARITE-SUR-LOIRE / COSNE-COURS-SUR-LOIRE	<i>Le lot n°2 concerne les routes départementales du secteur géographique LA CHARITE-SUR-LOIRE / COSNE-COURS-SUR-LOIRE</i> 1 an à compter de la notification du contrat
Période initiale	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 1	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 2	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 3	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Lot 3 CLAMECY / CORBIGNY	<i>Le lot n°3 concerne les routes départementales du secteur géographique CLAMECY / CORBIGNY</i> 1 an à compter de la notification du contrat
Période initiale	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 1	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 2	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 3	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Lot 4 CHATEAU-CHINON / LUZY	<i>Le lot n°4 concerne les routes départementales du secteur géographique CHATEAU-CHINON / LUZY</i> 1 an à compter de la notification du contrat
Période initiale	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 1	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 2	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat
Reconduction 3	20 000,00 € HT - 1 800 000,00 € HT, 12 mois à compter de la notification du contrat

Définitions :

Lot	: Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation
Période	: Durée définie d'exécution du contrat reconductible (démarrage à date anniversaire de la notification du marché

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum mono-attributaire de travaux.

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : www.marches.ternum-bfc.fr.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- le Règlement de la Consultation,
- l'Acte d'Engagement,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- le Bordereau des Prix
- le Détail Estimatif
- la carte de localisation des lots

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : www.marches.ternum-bfc.fr.

■ Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le Conseil Départemental de la Nièvre dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à tous les lots de la présente consultation.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

La Fabrique Emploi et Territoires a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Ce dispositif est identifié à l'article 6.3.2 du CCAP.

ATTENTION :

LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RÉSERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.

UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS À CETTE CONDITION D'EXECUTION SERA DÉCLARÉE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

Conformément aux articles L2113-10 et R2113-1 du Code de la commande publique, et sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, le nombre de lots pouvant être attribués à un même candidat est limité à deux afin de mieux assurer la réalisation des prestations dans les délais impartis (capacité de réalisation des entreprises, disponibilité des équipes pour intervention).

Si un candidat est classé premier pour un nombre de lots supérieur à ce nombre maximal, les modalités d'attribution des lots sont les suivantes :

Ce candidat se verra attribuer les deux premiers lots où il a la meilleure note au critère n°1 Prix des prestations .Le(s) lot(s) restant(s) concerné(s) étant attribué(s) au candidat classé deuxième pour ce(s) lot(s).

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)</i>
Capacité technique et professionnelle : minima exigés	
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>
Qualifications professionnelles	<i>Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)</i>
Références travaux	<i>Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précisions s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin</i>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'engagement</i>
Autre pièce d'offre	<i>Cahier des Clauses Administratives Particulières</i> <i>Cahier des Clauses Techniques Particulières</i>
BPU	<i>Bordereau de prix unitaire</i>
DE	<i>Détail estimatif</i>
Mémoire technique	<i>Mémoire technique</i>

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : www.marches.ternum-bfc.fr.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Hôtel du département
Nevers
58039 Nevers CEDEX

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions doivent être signées de manière électronique par les candidats lors de la remise des offres.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Capacités professionnelles	
2. Capacités techniques de l'entreprise	
3. Renseignements attendus	Renseignements attendus aux articles R.2143-5 et R.2343-3 et suivants du Code de la Commande Publique
4. Situation juridique et capacité économique et financière	

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Prix (60 %)	<p>Le critère Prix sera noté sur 20.</p> <p>Les offres financières seront classées après vérification et correction des erreurs éventuelles.</p> <p>L'offre la moins chère se verra attribuée la note maximale de 20 points.</p> <p>En cas de parties décimales, les notes calculées seront arrondies au dixième supérieur.</p>

Critère et pondération	Descriptif
	<p>Les notes seront attribuées selon la formule suivante :</p> <p>20 x Offre économiquement la plus avantageuse / Offre candidat</p> <p>En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.</p> <p>Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.</p> <p>En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.</p>
2. Valeur technique et environnementale chantier enrobé (40 %)	<p>Le critère Valeur technique et environnementale (mémoire technique du candidat) sera noté sur 20.</p> <p>La valeur technique sera jugée à partir des éléments figurant dans le mémoire technique.</p> <p>La valeur technique et environnementale notée sur 20, est appréciée en fonction des cinq sous critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 points pour les matériaux employés et les moyens mis en œuvre pour la prise en compte de l'environnement sur le chantier • 4 points pour la description de la gestion des déchets du chantier • 4 points pour les moyens matériels et humains de l'entreprise ainsi que la description des procédures mis en œuvre pour la qualité du chantier (formulation, fabrication, suivi du chantier) • 4 points pour la provenance et la qualité des matériaux (fournir les FTP des liants, dopes et granulats) • 4 points sur les formulations d'enrobés proposées <p>La note des éléments du mémoire technique est attribuée suivant le barème suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0 point = Non défini, pas d'indications • 1 point = Succinct • 2 points = Défini de façon générale • 3 points = Détaillé • 4 points = Détaillé et adapté en fonction des chantiers prévisibles

Modalités de calcul des notes :

Les critères sont notés : **Sur 20**, la note pondérée est obtenue par multiplication du pourcentage de pondération.
La note totale est notée : **Sur 20,00**

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur www.marches.ternum-bfc.fr. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Dijon
22 rue d'Assas
BP 61616
21000 Dijon Cedex
Téléphone : 03 80 73 91 00
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr
Télécopie : 03 80 73 39 89
Site internet : dijon.tribunal-administratif.fr



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)